

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 770

Artikel: Méthode Stich : ni repli, ni attaque
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017598>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ni repli, ni attaque

Otto Stich n'est pas du genre craintif, ni fragile; pas téméraire non plus, ni aussi endurci qu'il le paraît. Tout simplement, il n'attaque pas, mais il ne recule jamais. La redevance sur le trafic des poids lourds était prête depuis six mois à passer en votation populaire quand Otto Stich a pris la succession de Willi Ritschard; mais il la défend contre vents et routiers. L'initiative socialiste sur les banques échoue devant le peuple et les cantons, mais il poursuit sans broncher la révision partielle de la Loi sur les banques, que ces dernières aimeraient encore pouvoir bloquer. L'agriculture découvre des justifications autres que corporatistes au «toujours plus d'Etat» qui la finance, mais il continue de s'interroger sur les coûts d'une politique menée en faveur d'un secteur très minoritaire de notre économie nationale.

A chaque fois, Otto Stich contre sans céder. Il écoute les camionneurs, les banquiers, les paysans, mais sans les entendre, comme s'il ne s'apercevait pas qu'ils brandissent des tabous, ou à tout le moins des causes populaires.

L'OMBRE DE WILLI RITSCHARD

La popularité, l'actuel chef du Département des finances n'a pas intérêt à la rechercher. Il ne la trouverait d'ailleurs pas, desservi qu'il est par une voix blanche et un gestuel pauvre, et autant par l'ombre terriblement haute de son prédécesseur: Willi Ritschard savait «vendre» un nouveau régime des finances fédérales en posant pour les photographes, l'air soucieux et les poches vides retournées. Les médias en perdaient toute cruauté, et les citoyens chaviraient carrément. Aucun risque d'attendrissement collectif envers

Otto Stich. Il y aurait plutôt une rogne générale du côté des lobbies en tout cas. En ce moment, la grogne monte au sein du mieux structuré des groupes de pression du pays, celui des agriculteurs, ou plutôt des organisations agricoles. Dernier motif en date: le discours tenu par le grand argentier fédéral devant l'Union syndicale argovienne, pas loin de Brugg où la puissante Union suisse des paysans a depuis bientôt nonante ans son quartier général. Discours de circonstance, prononcé en dialecte, sur la base d'un texte en bon allemand distribué à la presse; du passage consacré au compte laitier, les journalistes tirent une petite phrase, qui fait aussitôt le tour des agences: «Il va falloir que nous nous posions bientôt sérieusement la question de savoir si nous pouvons encore — et si nous voulons toujours — consacrer de tels montants à une agriculture qui n'occupe plus même 6% de la population active...» (trad. DP).

En réalité, cette phrase, Otto Stich ne l'a pas prononcée (pas d'attaque), mais bel et bien écrite et diffusée (jamais de repli). Ce faisant, il persiste et signe, comme à son habitude, lui qui avait déjà critiqué plusieurs fois la politique agricole, «faite au fond dans l'intérêt des fédérations laitières, et non dans celui des producteurs ni des consommateurs» (Conseil national, 30 novembre 1982). Lui aussi qui avait fait procéder en 1979 à un réexamen général des centaines de subventions et contributions diverses versées par la Confédération aux cultivateurs, éleveurs, vulgarisateurs, etc.

Tout cela, et quelques autres interventions annonciatrices de la petite phrase du 30 mars dernier, les parlementaires des précédentes législatures le savaient. Mais pas les nouveaux élus d'octobre 1983, souvent plus proches des milieux agricoles que leurs prédécesseurs. Tout cela, les «anciens» l'ont oublié au soir du 6 décembre 1983, quand ils ont décidé d'élire Otto Stich, pour faire savoir au monde, et en premier lieu à Helmut Hubacher, qui gouverne dans ce pays.

A l'époque déjà, nous avions pressenti que «le Parlement le plus agricole qu'on ait vu depuis longtemps» ne tarderait pas à se repentir de son choix (DP 15.12.1983). C'est désormais chose faite, mais pas terminée. Pensez par exemple à l'actuel Arrêté sur l'économie laitière, en vigueur jusqu'au 31 octobre 1987. D'ici là, il faudra bien trouver un autre moyen que le contingentement pour endiguer la marée blanche et réduire le compte laitier, en le faisant par exemple descendre en dessous du demi-milliard de francs, au lieu des 835 millions attendus pour l'année 1984/85. L'économie sucrière et le secteur viticole notamment devraient aussi connaître bientôt le nouveau cadre légal de leur activité.

ALLIANCE CONTRE NATURE

Au total, la politique agricole recèle des enjeux qui ont une autre portée politique que le mauvais feuillet de la redevance poids lourds ou la stupide fâcherie de la vignette — source d'une rogne inversement proportionnelle aux recettes effectives escomptées à Berne. L'ASTAG (Association suisse des transports routiers) elle-même le sait bien, qui appelle le «lobby de l'agriculture» à faire cause commune avec les chauffeurs de camions (cf. annonce «Truck Stop», parue entre autres dans «Le Matin», 14.4.85).

Vu son style et ses priorités, Otto Stich n'a décidément pas trop à s'inquiéter des virulents tirs de barrage déclenchés contre lui par «Le Nouvelliste» valaisan, qui avait salué très bas son entrée au Conseil fédéral, et par le «Blick», auquel le patron des finances fédérales s'est permis de refuser une interview envisagée pour juillet prochain. Au contraire, c'est très bon, ce genre d'affaires. Sinon pour la popularité, du moins pour la publicité: pourvu qu'on en parle...